

**APPEL À SIGNATURES ET À LA MOBILISATION POUR LA JOURNÉE
INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT**

Solidarité antiraciste avec les [mineur.es](#) [isolé.es](#) [étranger.es](#) !



Nous, jeunes filles et jeunes garçons mineur.es en lutte, appelons à manifester le 20 novembre, à l'occasion de la *Journée Internationale des Droits de l'Enfant*.

Vous pouvez signer l'appel en nous écrivant sur cette boîte mail.

Nous sommes [venu.es](#) en France pour chercher une protection et un avenir meilleur. Mais à peine [arrivé.es](#) en France, on nous dit que nous ne sommes pas [mineur.es](#) et qu'il n'y a pas de protection pour nous.

Pourtant l'État français a été pointé du doigt pour le non-respect des droits de l'enfant par les instances internationales. **En septembre 2023, le Défenseur des droits a rapporté que les pratiques d'évaluation et de rejet de la minorité constituent souvent des violations des droits de l'enfant et a appelé à une révision des méthodes d'évaluation.** Pourtant, les évaluations de minorité sont toujours abusives. De plus, les Juges pour Enfants refusent de plus en plus nos recours de reconnaissance de minorité.

Les choix politiques actuels de non-accueil, de fermeture des frontières, et de stigmatisation s'inscrivent dans une trajectoire politique toujours plus racistes dont les multiples lois et les mesures anti-immigrations annoncées par le nouveau Ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, en sont l'illustration.

Ces politiques de refus de nos droits sont justifiées par des discours qui nous dépeignent comme des dangers, alors que c'est précisément notre situation de précarité qui nous met en danger. Nous sommes logés dans des lieux inadaptés et dans des conditions inhumaines, nous n'allons pour la plupart pas à l'école, nous passons des journées à ne rien faire, dans l'errance et dans la peur, en attente de notre procès qui décidera si nous sommes mineurs ou non.

Nous sommes traités comme des personnes indésirables plutôt que comme des jeunes en quête de sécurité et de protection.

Nous demandons :

- Des délais de recours juridiques plus courts

- L'application de la présomption de minorité pour garantir une prise en charge jusqu'à la fin des recours juridiques
- L'accès à la scolarité pour tous ceux et celles qui le souhaitent, afin de construire notre avenir
- Une prise en charge de nos titres de transport pour nos trajets quotidiens, pour éviter la menace constante d'une OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français)
- Un logement digne et adapté pour tous et toutes, la réquisition des bâtiments vides pour accueillir ceux et celles qui dorment dehors. Ainsi nous sommes solidaires du *Collectif Combat pour l'hébergement 93*
- Une prise en charge sociale et solidaire qui respecte nos besoins
- À long terme, l'arrêt des évaluations de notre âge basées sur des critères abstraits qui renforcent notre précarité.

Nous savons que seules nos luttes et le rapport de force nous permettront d'obtenir des victoires et des avancées. Dans un contexte de montée de l'extrême droite et du racisme, nous devons combattre les mesures et les lois anti-immigration et être solidaires des personnes exilées et immigrées en lutte pour leurs droits.

Ainsi, à Paris, nous avons réussi à scolariser 150 jeunes et à mettre à l'abri 900 jeunes grâce à nos luttes. A Clermont-Ferrand, l'occupation pendant 6 mois d'une salle municipale a permis l'ouverture d'un appartement pour 8 personnes. À Lille, à Marseille, à Toulouse, à Lyon, des collectifs de mineur.es isolé.es s'organisent pour faire respecter leurs droits.

Le 20 novembre, faisons entendre nos voix pour un monde où tous les enfants, étrangers ou non, bénéficient des droits et de la dignité qu'ils méritent.

A Paris, nous organisons une manifestation qui partira de Bastille à 15h00.

Signataires de l'appel :

La Coordination nationale des mineur.es isolé.es en lutte (Collectif des Jeunes du Parc de Belleville, YaPasMieux63, Collectif Binkadi, Collectif des jeunes en recours des Bois Blancs, Collectif Autonomie)

--